

Nupes : la fin d'un jeu de dupes ?

Article rédigé par *Liberté politique*, le 20 octobre 2023

La Nouvelle union populaire écologique et sociale formée lors des élections législatives de 2022 semble condamnée. La « séquence Hamas » lors de laquelle La France Insoumise a renoncé à qualifier l'organisation palestinienne de terroriste a considérablement refroidi ses partenaires. L'union déjà mal en point ne devrait pas survivre à ce nouveau point de discorde.

La France Insoumise, les communistes, les écologistes et les socialistes étaient parvenus à former une alliance de premier plan lors des élections législatives de 2022 pour se hisser, réunis, à la première place parmi les opposants à la majorité présidentielle. La dynamique insoumise de la présidentielle avait profité aux autres composantes de la gauche, tous sous la barre des 5 % lors de ce scrutin.

Dès sa formation, l'union tenait sur un accord électoral mais avec une rancœur tenace d'une partie du camp mélenchoniste qui aurait pu espérer un second tour si l'un des autres candidats (Yannick Jadot, Fabien Roussel ou Anne Hidalgo) de gauche s'était désisté. Il ne manquait en effet qu'un peu plus de 420 000 voix au candidat LFI pour accéder au match final contre Emmanuel Macron. Ses trois partenaires ont cumulé plus de 3 000 000 de suffrages...

Unie mais pas complètement, la Nupes a innové en créant quatre groupes distincts au Palais Bourbon, un pour chaque parti en affiliant ceux-ci à l'alliance. Une combinaison qui lui a permis d'être la première opposition avec 131 voix, reléguant le Rassemblement National et ses 89 élus en troisième position. Ce classement a son importance car le premier groupe d'opposition bénéficie de postes importants dans l'hémicycle comme la présidence de la commission des finances. En cas de dislocation de la Nupes, celle-ci échoira-t-elle au Rassemblement National ?

Mise à part cette question d'ordre parlementaire, la chute de la maison Nupes ne changera dans l'immédiat pas grand-chose. Début septembre, les alliés étaient partis en ordre dispersé pour les élections sénatoriales lors desquelles socialistes, écologistes et communistes se sont passés d'un accord avec LFI qui ne dispose pas d'un ancrage territorial suffisant pour peser sur un tel scrutin.

Les partenaires du parti de Jean-Luc Mélenchon n'ont jamais été sensibles à une possible liste commune aux européennes du printemps prochain.

Pour les élections municipales de 2026, les mélenchonistes pèsent peu et leur pouvoir de nuisance n'est pour l'heure pas important mais c'est dans l'optique de 2027 que la désunion pourrait pénaliser la gauche.

Si l'hypothèse d'une candidature Mélenchon semble aujourd'hui possible en dépit de son âge avancé (75 ans en 2027), les législatives pourraient être sanglantes à gauche. Aujourd'hui, seule la LFI semble pouvoir conserver un nombre de sièges important et peut, en cas de dynamique lors de la présidentielle, mobiliser son camp et punir ses partenaires infidèles.

Bien ancrée dans les territoires à forte population immigrée, et de ce côté probablement renforcée par la « séquence Hamas », LFI peut jouer les troubles fêtes et affaiblir la gauche là où elle l'a portée en 2022.

D'ici cette échéance, de l'eau aura coulé sous les ponts mais la gauche pourrait bien être aujourd'hui à un tournant avec la campagne qui s'est abattue sur la LFI, contraignant des cadres de la Nupes même parmi les LFI de se distinguer des encombrants élus.

Véritable centre de gravité de la Nupes, Jean-Luc Mélenchon semble être le personnage clef de cette affaire et si sa mise en retrait pourrait calmer les esprits, elle pourrait aussi laisser la place à des querelles de succession dans sa formation pas économe des petites révolutions de Palais...

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

20/10/2023 01:00